

dommages de guerre (p. 2758). — Sa réponse à une question de M. de la Vigerie concernant la D. G. E. R. [23 juillet 1946] (p. 2760). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation : de M. Félix sur la situation actuelle de la presse [26 juillet 1946] (p. 2820); de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale (p. 2823); de M. Baumel sur le problème allemand et le statut de la Ruhr (p. 2825).

### COLONNA (M. Antoine), Député de la Tunisie.

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2534); de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*).

#### Dépôt :

Le 25 septembre 1946, une proposition de loi relative à la participation des citoyens français de Tunisie, de la zone française du Maroc et de la Fédération Indochinoise, à l'élection de députés à l'Assemblée Nationale, n° 1035.

#### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [19 septembre 1946] (A., p. 3833 et suiv.); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : *Citoyens français de la zone française du Maroc et de Tunisie*; Art. 46; *Son amendement* [4 octobre 1946] (p. 4558).

### COPEAU (M. Pascal), Député du département de la Haute-Saône.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Garonne [12 juin 1946] (A., p. 2507). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE; *Contre-projet de M. Bardoux* [28 août 1946] (p. 3662); Art. 17 : *Ses observations sur l'article* [12 septembre 1946] (p. 3682); Art. 71 I : *Soutient l'amendement de M. Airoldi* [20 septembre 1946] (p. 3906); — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4158).

### CORDONNIER (M. Denis), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire le dépistage de la tuberculose pulmonaire par la radiophotographie systématique, n° 128. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décider la majoration des pensions des victimes de la guerre, n° 162. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent pour assurer un minimum vital à tous les aveugles et grands infirmes, quelle que soit l'origine de leur infirmité, n° 293. — Le 8 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire le dépistage de la tuberculose pulmonaire par la radiophotographie systématique, n° 428. — Le 28 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent pour assurer un minimum vital à tous les aveugles et grands infirmes, quelle

que soit l'origine de leur infirmité, n° 593. — Le 18 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire la déclaration des cas de tuberculose, n° 857. — Le 3 octobre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme ; 2° de M. Guy Petit tendant à abroger et à normaliser certaines dispositions légales en matière de consommation d'alcool ; 3° de M. Cudenet et plusieurs de ses collègues tendant à l'annulation de certaines dispositions de la législation spéciale sur la consommation des boissons alcoolisées ; 4° de M. Mignot tendant à modifier la réglementation relative aux débits de boissons, n° 1189.

#### **CORNUT (M. Antoine), Député du département de la Gironde.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de législation générale [20 août 1946] (p. 3184).

#### **Interventions :**

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Nord, 2<sup>e</sup> circonscription [12 juin 1946] (A. p. 2515) ; son rapport supplémentaire [26 juin 1946] (p. 2575).

#### **COSTE-FLORET (M. Paul), Député du département de l'Hérault.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531).

#### **Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République

française, n° 68. — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française, n° 350 (Préambule). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 23 août 1946, pour les alinéas premier, 2, 7, 11 *bis* nouveau, 12, 12 *bis* et 12 *ter* nouveaux). — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 28 août 1946, pour le 3<sup>e</sup> alinéa). — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les